Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMI PUBLICA LA CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DEL CAMPA DE LA CAMPA DE LA CAMPA DE LA CAMPA DEL CAMPA DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LYONS AND L'IDE 027-200070142-20251002-130_2025-DE

L'an deux mille vingt-cinq, le deux octobre à 18h30 à Charleval, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Luc ROMET, en séance publique.

Nombre de délégués	Etaient	présents
--------------------	----------------	----------

M. Cordier, Amfreville-les-Champs

En exercice: 48 Bacqueville M. Collette. Beauficel-en-Lyons Mme Doinel.

Bosquentin Mme Fouquet,

Bourg-Beaudouin

Présents: 34 Charleval Mme Hequet, M. Emo,

Votants: 42 Douville-sur-Andelle M. Cramer.

Fleury-la-Forêt M. Godebout. Fleury-sur-Andelle M. Vieillard R., Flipou M. Cousin,

Houville-en-Vexin M. Lebreton, Date de convocation :

Le Tronquay Le: 26 septembre 2025

Mme Bachelet, Les Hogues Letteguives

> Mme Lancien, Lilly Lisors M. Herbin,

Lorleau

Lvons-la-Forêt M. Baldari, Délibération affichée Ménesqueville M. Cahagne, Le:

Mme Dupart, MM. Duval, Mutel, Perriers-sur-Andelle

> Perruel M. Quéné,

Pont-Saint-Pierre Mme Lavigne, M. Hébert,

M. Minier, Radepont Renneville M. Levieux,

Mmes Simon, Langlet, MM. Chivot, Romet, Vieux, Romilly-sur-Andelle

Rosay-sur-Lieure M. Béharel, Touffreville Mme Malhaire, Val d'Orger M. Bonneau, Vandrimare M. Bézirard, M. Moëns. Vascoeuil

Absents: Mmes Damois, Mme Marteau, M. Gavelle.

Excusés: MM. Calais, Defrance, Houssaye.

Pouvoirs: M. Halot à M. Godebout, Mme Dalissier à M. Emo, M. Zielinski à M. Minier, Mme Grégoire à M. Moëns, Mme Grouchy à Mme Doinel, Mme Julien à Mme Simon, M. Blavette à M. Bonneau, M. Dechoz à M. Bézirard.

Finances et affaires générales : Décision budgétaire modificative n°1 relative au budget principal : approbation

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°59/2025 du conseil communautaire en date du 10 avril 2025 relative au vote du budget primitif du budget principal 2025;

Vu l'avis favorable des membres de la commission finances et affaires générales en date du 9 septembre 2025 ;

Une décision budgétaire modificative doit être prise sur le budget principal. Cette décision ne remet pas en cause l'équilibre de ce budget approuvé lors du conseil communautaire du 10 avril 2025.

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Cette modification concerne les travaux de voirie qui ont été imputés sur le compte immobilisés sur le compte définitif 2151. Il est nécessaire désormais d'utiliser le compte ID3 027-200070142-20251002-130_2025-DE

Rubliéteire 2317 « Travaux e

En conséquence, des inventaires d'immobilisation ont été créés, sur plusieurs mandats des exercices 2021, 2022 et 2023, au compte 2317. Ces mandats n'ont pas encore été intégrés au compte définitif 2151.

Il convient d'annuler les mandats enregistrés au compte 2317 pour les réimputer sur le compte 2315.

Le conseil, après avoir entendu et délibéré à l'unanimité :

approuve la décision budgétaire modificative n°1 relative au budget principal telle que présentée ci-dessous :

Section d'investissement - Dépenses				
Chapitre	Article	Libellé	Montant	
23	2315	Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 398,32 €	

Section d'investissement - Recettes				
Chapitre	Article	Libellé	Montant	
23	2317	Immobilisations corporelles reçues au titre de la mise à disposition	41 398,32 €	

Le registre dûment signé les jours, mois et an susdits. Pour copie conforme.

Le secrétaire de séance,

Arnaud GODEBOUT

Rue Mai 7380 0 lean-Luc ROMET

Voies et délais de recours : la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rouen ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes Lyons Andelle.

La Communauté de communes dispose d'un délai de deux mois pour répondre à un recours gracieux. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle- même être déférée au Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois.